

Pas de changement ?



La mobilisation c'est maintenant !

Lycées pro :

Le grand changement promis n'aura pas lieu. Qui en est encore dupe ? Au contraire, à l'issue de la pseudo-concertation de cet été, aucune contre-réforme faite par la droite ne sera abrogée : aucun retour au bac pro en 4 ans, pas d'abandon de la généralisation des CCF et aucun retour à une véritable évaluation nationale des diplômes, pourtant garante de la valeur du Bac pro comme pour les autres bac. Pire, le projet de loi de « refondation de l'école » poursuit les réformes libérales dans le sillage du gouvernement précédent. En matière de formation professionnelle, celle-ci confie aux Régions le contrôle total de la carte des formations. Immanquablement, le pouvoir des patronats locaux s'exercera encore plus : prise en compte uniquement des besoins des entreprises et non des aspirations des élèves, développement de l'apprentissage au détriment d'une formation en lycée pro, concurrence accrue...

Nous le savons : après avoir obtenu de la droite le transfert de compétences en matière d'orientation, les Régions ne se cachent pas de revendiquer aujourd'hui la décentralisation complète de la formation professionnelle.

Les lycées professionnels c'est l'éducation et le service public d'éducation doit rester national !

Avec les autres secteurs de la fonction publique où la saignée continue :

TOUS EN GREVE !

jeudi 31 janvier 2013 !

Rendez-vous :

- Nancy : Manif à 14h place Maginot
- Metz : Rassembl. 14h Colonne Merten
- Epinal : Rassembl. 15h Préfecture

Le changement n'aura pas lieu.

Postes

Le candidat Hollande s'était engagé à rétablir pour la rentrée 2012 les 14 000 postes supprimés par le gouvernement précédent. Un millier à peine ont été débloqués. Pour le reste du quinquennat, le gouvernement annonce le **rétablissement de 60 000 postes seulement, sur les 80 000 détruits** sous l'ère Sarkozy. Et encore : cette programmation n'est pas inscrite dans la loi d'orientation pour l'école (mais seulement annoncée en annexe), elle pourra donc être revue chaque année par les prochaines lois de finances, et se fera **au détriment des autres secteurs de la fonction publique**. Pour la rentrée 2013, 6770 postes supplémentaires (y compris précaires) viendront avant tout compenser la hausse démographique et combler le manque de remplaçants, mais **pas d'allègement des effectifs** des classes. **L'Académie de Nancy-Metz perdra d'ailleurs encore des postes à la rentrée 2013...**

Formation

Sur ce point également, le candidat s'était engagé à rétablir la formation dès la rentrée 2012. En réalité, les stagiaires ne bénéficient que d'une décharge de 3h. Rien n'est encore ficelé concernant la réforme de la formation des enseignants, mais **le sort réservé aux prochains candidats est de mauvais augure** : ils viennent d'apprendre que leurs écrits sont avancés de novembre à juin 2013 et qu'ils devront ensuite en 2013/2014 à la fois préparer leurs oraux, passer leur Master 2, exercer à temps partiel en établissement et préparer les écrits de la session suivante au cas où ils échouent à l'oral car les deux se dérouleront en juin 2014 ! **Le ministère ne semble en tout cas pas décidé à revenir sur le principe de la masterisation.**

Refondation

La grande « refondation de l'école de la République » annoncée n'a été que de la poudre aux yeux. Pendant que tout l'été on occupait les organisations syndicales, associatives et de parents d'élèves à une concertation qui n'en avait que le nom, le gouvernement a enchaîné les déclarations et décisions unilatérales : décentralisation de l'orientation, prévention et sécurité, contrats d'avenir, éducation numérique, soumission de l'école à la croissance économique, rythmes scolaires... Au final, **aucune des réformes sarkozystes (dénoncées à l'époque par la gauche) ne sera abrogée** : socle commun, LPC, bac pro 3 ans, réforme du lycée, réforme STI2D, Mastérisation... Bien au contraire, **la loi d'orientation annoncée aujourd'hui poursuit les grandes orientations libérales** qui soumettent l'éducation au système économique : école du socle, enseignement par compétences, menace sur les enseignements artistiques, soumission de l'enseignement professionnel aux pouvoirs économiques locaux, mise à mort de l'orientation scolaire et soumission de l'éducation à la « formation tout au long de la vie »,...

Services publics

Sous prétexte de crise économique, **le gouvernement actuel, dans la droite ligne du précédent, poursuit une politique d'austérité, remède aggravant le mal** : baisse des dépenses publiques, suppressions de postes de fonctionnaires ainsi que chez les opérateurs publics, recrutement de personnels précaires, gel du salaire des fonctionnaires, maintien du jour de carence... En adoptant en octobre dernier le Pacte budgétaire européen les parlementaires socialistes et de droite nous engagent durablement dans cette impasse. Nous ne le répéterons jamais assez : la dette publique est essentiellement due à une baisse des recettes (cadeaux fiscaux faits par la droite aux grandes entreprises et aux foyers les plus riches). Son aggravation ces dernières années est la conséquence d'une crise économique dont seule la spéculation financière est responsable. **A l'heure où les grands groupes industriels et financiers préservent leurs avantages et versent des rémunérations record à leurs patrons et cadres dirigeants, il est inacceptable que l'ardoise soit payée par les fonctionnaires et la population en réduisant les dépenses publiques.**

Éducation nationale, fonction publique :
La mobilisation c'est maintenant !

NE LAISSONS PAS DÉCONSTRUIRE LE LP, **NON** À LA DÉCENTRALISATION DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Nous voulons plus de cours et moins d'entreprise !

De la contre-réforme du Bac pro 3 ans à la prétendue loi sur la "refondation" de l'école c'est près de 1000 heures de formation scolaire qui ont été supprimées sur un cursus... quand les stages en entreprise sont par contre en augmentation constante : 24 semaines, soit 6 mois, nous promet Mr Peillon !

Dans le même temps, les conditions de travail se sont considérablement dégradées pour les enseignant-es en lycée professionnel : fini les doubléments, augmentation des effectifs-classe, toujours plus de CCF, mobilité forcée et obligation de reconversion dans certaines disciplines... Et ça ne va vraiment pas s'améliorer !

NON À LA NOUVELLE CARTE DES FORMATIONS !

L'ouverture et la fermeture des sections de formation arrêtée par la Région c'est livrer le service public au bon vouloir des entreprises du bassin d'emploi

- Appauvrissement de la carte des formations
- Inégalités entre les Régions
- Suppression de postes et fermetures sections, de LP et/ou transformation en CFA
- Vœux d'orientation des élèves non respectés

NON À L'ALTERNANCE !

Le gouvernement prévoit un développement accru de l'apprentissage dans les formations initiales

- Refusons les parcours mixés : ni 1+2, ni 2+1 (1 an ou 2 sous statut scolaire puis 1 an ou 2 ans en apprentissage)
- Non à la mixité des publics (élèves, apprentis, adultes en formation continue... dans la même classe !)
- Non à l'annualisation du temps de travail

**SERVICE PUBLIC D'ORIENTATION :
EN GRAND DANGER DE DISPARITION**

Nous refusons la régionalisation des COP et voulons un service public d'orientation au service des élèves !

La Refondation Peillon, ce n'est pas celle que nous voulons !

EN GRÈVE LE 31 JANVIER !

éducation
SUD
Solidaires

→ Le jeudi 31 janvier, avec toute la fonction publique, les personnels des LP sont appelés à la grève par la CGT éduc'action, le Snetap, le Snep et le Snuep-FSU et SUD éducation. C'est la première étape d'une mobilisation de plus grande ampleur qu'il faut construire sur le terrain, à la base, dans des assemblées générales de personnels.